

marié avant 35 ans est lié au fait d'avoir un emploi pour les hommes et à celui de ne plus faire d'études pour les femmes. Les hommes qui ont un statut social supérieur ou égal à celui de leur compagne sont relativement plus souvent mariés que les autres. Ceux ayant une situation professionnelle moins bonne vivent plus souvent en cohabitation. Inversement, les femmes sans emploi sont plus fréquemment mariées. De plus, les femmes qui se trouvent en position d'ascension sociale par rapport à leur mère vivent plus souvent seules ou sont non mariées. L'hypothèse posée par les auteures est une volonté manifeste de ne pas reproduire le modèle maternel et d'accroître ainsi la distance avec le milieu d'origine. Plus globalement, les jeunes qui définissent leur identité à travers le statut conjugal sont en couple stable, mais n'ont pas encore d'enfant(s). Il s'agit d'hommes en bonne situation professionnelle par rapport à leurs parents ou proches de celle de leur épouse ou, au contraire, de femmes en situation de double domination sociale et professionnelle. Ces résultats viennent ainsi corroborer les analyses d'O. Samuel. L'identité de couple chez les hommes viendrait donc conforter une certaine réussite sociale tandis que l'identification conjugale est moins positive pour les femmes et révèle une absence d'autres capitaux sociaux à valoriser.

Dans leur contribution, Hélène Garner, Guillemette de Larquier, Dominique Méda et Delphine Remillon montrent que l'activité professionnelle est un marqueur

fort de l'identité des femmes si elles occupent des positions avantageuses en termes de capital scolaire, économique et professionnel et connaissent une certaine stabilité professionnelle : « *Toutes choses égales par ailleurs, les femmes considèrent plus que les hommes que le travail constitue un composant de leur identité, même si elles l'expriment moins de prime abord* » (p. 72), même si le fait d'avoir de jeunes enfants diminue l'importance accordée au travail. La stabilité et le statut de l'emploi sont des facteurs importants. Ainsi, il s'agit plutôt de femmes actives dans le secteur public qui y ont fait la totalité ou une partie de leur carrière professionnelle ou bien de femmes qui ont toujours été indépendantes. Elles appartiennent le plus souvent aux professions et catégories socio-professionnelles les plus élevées : cadres, professions intellectuelles supérieures ou artisans-commerçants-chefs d'entreprise.

Cet ouvrage valorise certes l'enquête « Histoire de vie » mais ouvre surtout d'importantes pistes de recherches. En effet, les exploitations sont encore assez centrées sur un instant T et croisent insuffisamment les différents thèmes. Or, cette enquête – comme son intitulé le laisse penser – pourrait se prêter plus particulièrement à des analyses de parcours de vie.

**Sandrine Dauphin**

Rédactrice en chef

de *Politiques sociales et familiales*

## Bernard Gazier

### *John Maynard Keynes*

2009, Paris, PUF, collection Que sais-je ?, 127 pages.

L'ouvrage de Bernard Gazier, professeur à l'université de Paris 1 et auteur de nombreuses publications (dont le Que-sais-je sur *La crise de 1929*, qui a été récemment actualisé) est particulièrement bienvenu. En effet, dans le contexte d'une grave crise économique dont l'analyse et les solutions préconisées suscitent débats et controverses, l'œuvre de John Maynard Keynes bénéficie d'un fort regain d'intérêt. Quatre chapitres composent le livre. Les deux premiers – les plus accessibles aux non-économistes – sont consacrés au portrait d'une riche et complexe personnalité au destin exceptionnel. Les différentes étapes de son parcours intellectuel sont retracées et le rôle

prééminent qu'il joua auprès des décideurs politiques les plus influents de son époque est mis en exergue. Les deux derniers chapitres exposent les concepts de son plus célèbre ouvrage *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* publié en 1936. B. Gazier y présente la logique de son argumentation et ses énoncés principaux. Puis l'auteur dresse un bilan de l'héritage intellectuel de J. M. Keynes et tente d'évaluer l'impact de son œuvre sur la pensée économique actuelle.

Le personnage lui-même – à multiples facettes – est fascinant. Né en 1883 à Cambridge, il est l'enfant favori et choyé d'un père issu d'un milieu

de bourgeois enrichis et d'une mère (l'une des premières femmes à être diplômée de l'université de Cambridge) élevée dans une famille de prédicateurs puritains. Armé d'une grande confiance en lui-même, travailleur acharné, doté d'une grande capacité d'intuition, charismatique, J. M. Keynes joua très tôt un rôle intellectuel et politique de premier plan. Il fut simultanément enseignant à Cambridge (mais ne devint jamais professeur), spéculateur sur les marchés financiers, fondateur de compagnies d'investissement, entrepreneur agricole, journaliste et conseiller économique du parti libéral (le parti des « *whigs* »). À la fin des années 1930, J. M. Keynes se rapprocha toutefois du parti travailliste (le *Labour*) qui adopta, durant la Seconde Guerre mondiale, une ligne totalement en accord avec ses préconisations. Au faite de sa gloire, il mourut en 1946, à l'âge de 63 ans.

B. Gazier ne se contente pas de dresser un portrait très vivant de ce grand amateur d'art qui fut aussi un collectionneur avisé et un généreux mécène. Il décrit l'environnement social privilégié qui fut le sien, en mettant l'accent sur le rôle de creuset intellectuel joué par les clubs et réseaux affiliés aux universités anglaises où se côtoyaient les plus influentes personnalités du monde politique, littéraire ou artistique. C'est donc tout un pan du fonctionnement de la « haute société » britannique de l'époque qui nous est ainsi dévoilé.

La participation active de J. M. Keynes, alors encore très jeune, aux négociations qui aboutirent au traité de Versailles est connue. Ce que l'on sait moins, en revanche, est qu'il fut très hostile aux décisions sur les dettes de guerre et plaida en faveur d'un plan de relance et pour la suppression des réparations de guerre – ce fut en vain, avec toutes les conséquences désastreuses que ce traité entraîna par la suite dans l'évolution politique de l'Allemagne. Certains de ses combats renvoient à une actualité brûlante : après la crise de 1929, il dénonça ainsi vigoureusement les tentatives des gouvernements britanniques successifs de restaurer la confiance par la discipline budgétaire et l'austérité, une leçon que les responsables économiques actuels semblent avoir bien retenue.

Certains pourront regretter que les deux derniers chapitres ne soient accessibles qu'aux économistes spécialisés. Mais, grâce à ses qualités pédagogiques, B. Gazier réussit le tour de force de rendre un peu plus intelligibles aux non-initiés certaines idées phares de celui qui ébranla les fondements de la

science économique de son époque, et donne au lecteur l'envie d'approfondir son savoir en la matière. Ce dernier enrichira ses connaissances sur l'histoire des idées dans le champ économique et comprendra mieux pourquoi, dans le contexte de la crise actuelle, les solutions préconisées par J. M. Keynes remportent un certain succès auprès de la plupart des responsables politiques. Selon lui, un déficit du budget des dépenses courantes (de consommation publique) ne pouvait se justifier que dans des cas d'insuffisance avérée de la demande. Il recommandait, en revanche, les dépenses d'investissement à long terme. Durant la période de l'entre-deux-guerres, il dénonça aussi vivement la financiarisation du système capitaliste.

On recommandera, en particulier à ceux qui s'intéressent aux systèmes de protection sociale ou qui s'inquiètent de l'accroissement actuel de l'endettement public, les pages consacrées aux politiques publiques qui battent en brèche quelques idées reçues. B. Gazier montre, par exemple, que les politiques qualifiées de « keynésiennes » n'ont souvent pas été celles que le chef de la délégation britannique à la Conférence de Bretton Woods avait promues. À la suite de cette fameuse conférence, sa prestigieuse nomination comme gouverneur du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne put cependant masquer son relatif échec : son plan qui visait la construction d'un nouveau système financier fut délaissé en faveur du « Plan White » qui excluait tout risque de remise en cause de l'hégémonie du dollar.

En conclusion, B. Gazier affirme sa foi en la pertinence d'un « *keynésianisme pragmatique* ». Pour lui, J. M. Keynes « *s'est élevé avec panache, à défaut de succès, contre la loi du plus fort cherchant à imposer son avantage à court terme* », et il a tenté de faire prévaloir des accords plus équilibrés lors des négociations des traités de paix auxquelles il participa si activement.

On recommande donc vivement, aussi bien aux économistes qu'aux autres, la lecture de ce brillant ouvrage dont les qualités pédagogiques, la clarté et la rigueur dans l'exposé sont à la hauteur de l'importance actuelle des sujets traités.

Jeanne Fagnani

Centre d'économie de la Sorbonne